

## **LPBO**

**Rapport du commissaire aux comptes**

**Sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

### **LPBO**

**Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901**

**Siège social : 47, Grande Rue**

**02400 CHATEAU-THIERRY**

**Convention AI 20800060**

## **Rapport du commissaire aux comptes**

### **sur les comptes annuels**

Mesdames, Messieurs,

#### **1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LPBO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association LPBO à la fin de cet exercice.

#### **2. Fondement de l'opinion**

##### **a) Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder une opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **b) Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport

#### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **4. Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

#### **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bezannes,  
Le 03 juin 2025

Ôdit & stratégie  
Commissaire aux Comptes

Représentée par  
Sandrine SAUTRET

## **ANNEXE : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan Actif



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	
État exprimé en €		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ	<b>Immobilisations Incorporelles</b>					
	Frais d'établissement					
	Frais de recherche et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions brevets droits similaires	432	432			
	Fonds commercial					
	Autres immobilisations incorporelles					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	<b>Immobilisations Corporelles</b>					
	Terrains					
	Constructions	159 881	38 171	121 709		127 354
	Installations techniques, mat et outillage indus,	12 410	8 890	3 519		5 264
	Autres immobilisations corporelles	93 065	76 691	16 374		19 195
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés					
	<b>Immobilisations Financières</b>					
	Participations et Créances rattachées	14 487		14 487		14 055
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
TOTAL (I)		280 273	124 185	156 088		165 869
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en-cours</b>					
	Stocks et en-cours					
	<b>Créances</b>					
	Créances cli., adhé., usagers et cpt. rattachés	59 290	4 139	55 151		63 591
	Créances reçues par legs ou donations					
	Autres créances	51 243	5 965	45 278		60 835
	Valeurs mobilières de placement	40 000	37	39 963		39 316
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	267 554		267 554		295 580
	Charges constatées d'avance	5 769		5 769		2 707
TOTAL (II)		423 856	10 142	413 714		462 029
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)					
	Primes de remboursement des emprunts (IV)					
	Écarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)</b>		704 129	134 326	569 802		627 897

## Bilan Passif



01/01/2025 14:10:25

État exprimé en €

Du 01/01/2024  
Au 31/12/2024Du 01/01/2023  
Au 31/12/2023

Fonds Propres	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds dédiés	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	389592	366854
	Excédent ou déficit de l'exercice	-29777	22737
	Situation nette (sous total)	359814	389592
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	5126	9589
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	364941	399180
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Provisions	Fonds dédiés		
	TOTAL (II)		
	Provisions pour risques		
Dettes	Provisions pour charges		
	TOTAL (III)		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	92 396	106 225
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	23 847	24 577
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	87 634	97 148
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	985	767
Ecart de conversion passif	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
	TOTAL (IV)	204 862	228 717
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		569 802	627 897

## Compte de résultat - Produits



État exprimé en €

Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
--------------------------------	--------------------------------

Produits d'exploitation	Cotisations	420	30
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	430 442	575 561
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	443 462	615 765
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 000	2 500
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contribution financières	143 000	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 800	8 369
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	136	4 134
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 037 260</b>	<b>1 206 359</b>
Produits financiers	Participations	427	
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 912	5 203
	Reprises sur provisions et transferts de charges	647	1 816
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>6 986</b>	<b>7 019</b>
Produits excep.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	24 266	22 805
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	4 963	4 463
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>29 228</b>	<b>27 268</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)</b>		<b>1 073 474</b>	<b>1 240 645</b>
<b>SOLDE DEBITEUR = DEFICIT</b>		<b>29 777</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 103 252</b>	<b>1 240 645</b>



## Compte de résultat - Charges



État exprimé en €

Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
--------------------------------	--------------------------------

Charges d'exploitation	Achats de marchandises	-82	3 676
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	192 544	164 871
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	13 913	16 186
	Salaires et traitements	750 197	856 101
	Charges sociales	95 684	103 354
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 549	16 658
	Dotations aux provisions	9 578	10 795
	Report en fonds dédiés		
	Autres charges	15 353	16 639
	<b>TOTAL (I)</b>	<b>1 094 735</b>	<b>1 188 279</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		684
	Intérêts et charges assimilées	1 412	1 599
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 412</b>	<b>2 283</b>
Ch. exceptionnelles	Sur opérations de gestion	6 993	27 234
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	<b>TOTAL (III)</b>	<b>6 993</b>	<b>27 234</b>
	Participation des salariés aux résultats (IV)		
	Impôts sur les bénéfices (V)	112	112
	<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)</b>	<b>1 103 252</b>	<b>1 217 908</b>
	<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>		<b>22 737</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 103 252</b>	<b>1 240 645</b>



Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Ressources	<b>Contribution volontaires en nature</b>		
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	<b>Total des ressources</b>	0,00	0,00
Emplois	<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
	<b>Total des emplois</b>	0,00	0,00



## Annexe aux Comptes Annuels 2024



### I. L'entité

#### a) L'objet social

L'Association a pour objet, de permettre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle.

L'Association Intermédiaire assure la mise à disposition de main d'œuvre à titre onéreux mais à but non lucratif.

#### b) Les missions

Recrutement des personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à titre onéreux à la disposition de personnes physiques ou morales.

Proposer un accueil, un soutien social, et un accompagnement socio-professionnel aux demandeurs d'emploi du territoire conventionné.

Contribuer à l'élaboration d'itinéraires personnalisés.

L'association porte deux Ateliers Chantier d'Insertion (ACI).

#### c) Les moyens mis en œuvre

Mise en place d'une Convention de coopération avec Pôle Emploi pour permettre le recrutement de personnes en situation de demandeur d'emploi.

Mise en place d'informations collectives et de rendez-vous individuels avec l'accompagnatrice socioprofessionnelle pour inscrire et accompagner les demandeurs d'emploi.

Mise en place de contrats de travail de mise à disposition de personnel dans le cadre des services à la personne, aux associations, aux collectivités territoriales et pour les professionnels (CDDU).

Mise en place d'ateliers chantiers d'insertion sur les métiers du bâtiment second œuvre et sur la création et l'entretien d'espaces verts (CDDI).

## II. Règles et méthodes comptables



Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de 569 802 €.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total produit de 1 073 474 € et un total charges de 1 103 252 €, dégageant ainsi un déficit de **29 777 €**.

L'exercice considéré débute le 01/01/2024 et finit le 31/12/2024.  
Il a une durée de 12 mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

## III. Faits majeurs

Néant

#### IV. Bilan actif



##### Immobilisations :

###### a) - Valorisation des Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les mouvements des immobilisations sont joints (Immobilisations 2054).

###### b) - Amortissement des Immobilisations :

Les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire :

-selon une durée réelle d'existence des différents composants d'une immobilisation, étant donné l'obligation légale d'application selon le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n°2004-06 sur les actifs applicables depuis le 1er janvier 2005.

Pour les immobilisations incorporelles :

-les logiciels sont amortissables sur une durée de 1 à 5 ans.

Pour les immobilisations corporelles, elles sont amortissables.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Nature des composants des immobilisations	Nombre d'années
Construction	30 à 50
Construction et installation générale	25
Matériels	4 à 10
Installations et agencements	4 à 15
Mobilier	
Matériel informatique	3 à 10
Matériel de bureau	5 à 10
Matériel de transport	2 à 5

Les mouvements des amortissements sont annexés (amortissements 2055).

**Produits et Charges constatés d'avance :**

- Charges constatées d'avance : 5 768.60 €
- Produits constatés d'avance : Néant

**Produits à recevoir :**

Comptes	Libellé	Montant
4287	PERSONNEL - DUE SUR MUTUEL	222
4387	URSSAF – DUE SUR JUILLET	328
4687	SUR FACTURE CARCT	8 493
46872022	CLESENCE 2022	5 965
44181	SUBVENTION CD POUR ACI	15 027
	MODULATION ASP ACI BAT	4 430
	MODULATION ASP ACI QV	3 816
	SUBVENTION CD POUR OLYMPIADE	4 000
	REGUL AIDE AUX POSTES 2024	4 295
	<b>TOTAL</b>	<b>46 576</b>

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

**V.Bilan passif****Fonds propres :**

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Report à nouveau	366 854 €	22 737 €			389 592 €
Excédent ou déficit de l'exercice	22 737 €	22 737 €		- 29 777 €	- 29 777 €
Situation nette					359 815 €
Subvention d'investissement	9 589 €			4 463 €	5 126 €

**Fonds dédiés :** Néant



### Créances et Dettes :

Elles sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est éventuellement pratiquée sur les créances dont le recouvrement est compromis.

L'état des dettes et créances 2057.

## VI. Informations relatives au compte de résultat

### Produits et Charges exceptionnels :

Produits exceptionnels 24 766 €

Dont :

- 24 209 € sur exercice 2023
- 56 € rentré sur créance amortie
- 500 € produit sur cession d'immobilisation

Charges exceptionnelles : 6 993 €

Dont :

- 361 € pénalités de retard
- 6 410 € de charge sur exercices antérieurs
- 222 € d'amande

**Rémunérations (et avantages en nature) des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés et bénévoles : Néant**

### Subventions d'exploitation :

N° COMPTE	INTITULE	MONTANT
731002	ASP AI	19 251
731007	ASP ACI BAT	179 220
731008	ASP ACI QV	154 376
731017	ETAT MODULATION ACI BAT	4 430
731018	ETAT MODULATION ACI QV	3 816
7414	AIDE SALAIRE CUI	4 010
7429237	CONSEIL DEPARTEMENTAL ACI BAT	33 387
7429238	CONSEIL DEPARTEMENTAL ACI QV	26 721
74141	CARCT SUBVENTION AI	12 500
743	CARCT SUBVENTION ACI QV	4 000
744202	MAIRIE DE CHATEAU-THIERRY AI	1 000
7551017	CLESENCE MATERIEL ACI BAT	32 000
7551027	CLESENCE FONCTIONNEMENT ACI BAT	38 000
7551018	CLESENCE MATERIEL ACI QV	35 000
7551028	CLESENCE FONCTIONNEMENT ACI QV	38 000
	<b>TOTAL</b>	

## VII. Engagements



### Information sur les indemnités de fin de carrière :

Le montant des droits des salariés acquis au titre de l'indemnité de départ, qui sera pris en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite, n'est pas comptabilisé car non significatif.

### Engagements hors bilan :

Néant

## VIII. Contributions volontaires en nature

Dans le cadre de l'activité de nos Ateliers Chantier d'Insertion, Clésence (bailleur social) nous met à disposition des locaux à usage de bureaux et de vestiaires dont le coût est de :

- Charly sur marne 309 €/ mois soit 3 713 €/an
- Château-Thierry 244 €/mois soit 2 930 €/an



Désignation de l'entreprise <b>LPBO</b>										N°ant <input type="checkbox"/>		
CADRE A		IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Conseils à une évaluation par mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste		
INCORP.		TOTAL I				CZ	D8	D9				
		TOTAL II				KD	432	KE	KF			
CORPORELLES		Terrains				KG		KH	KI			
		Constructions		Sur sol propre		L9		KJ	135 899	KK	KL	
				Sur sol d'autrui		M1		KM		KN	KO	
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions		Dont Composants		M2		KP	23 982	KQ	KR	
				Dont Composants		M3		KS	11 302	KT	KU	1 108
		Autres immobilisations corporelles		Installations techniques, matériel et outillage industriels			KV	4 297	KW	KX	1 229	
				Installations générales, agencements, aménagements divers *			KY	71 097	KZ	LA	5 000	
				Matériel de transport *			LB	13 497	LC	LD		
				Matériel de bureau et mobilier informatique			LE		LF	LG		
				Emballages récupérables et divers *			LH		LI	LJ		
		Immobilisations corporelles en cours				LK		LL	LM			
		Avances et acomptes				LN	260 074	LO	LP	7 337		
		TOTAL III										
FINANCIERES		Participations évaluées par mise en équivalence				8G		8M	8T			
		Autres participations				8U		8V	8W			
		Autres titres immobilisés				IP		IR	IS			
		Prêts et autres immobilisations financières				IT		IU	IV			
		TOTAL IV				LQ		LR	LS			
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				OG	260 506	OH	OJ	7 337		
CADRE B		IMMOBILISATIONS				Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence		
INCORP.		TOTAL I				par virement de poste à poste		par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice		
		TOTAL II <td colspan="2"><td colspan="2"><td colspan="2"></td></td></td>				<td colspan="2"><td colspan="2"></td></td>		<td colspan="2"></td>				
CORPORELLES		Terrains				IP		LX	LY	IZ		
		Constructions		Sur sol propre		IQ		MA	MB	MC		
				Sur sol d'autrui		IR		MD	ME	MF		
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions		Inst. gales, agenc. et am. des constructions		IS		MG	MH	MI		
				Inst. gales, agenc. et am. des constructions		IT		MJ	MK	ML		
		Autres immobilisations corporelles		Inst. gales, agenc. et aménagements divers		IU		MM	MN	MO		
				Matériel de transport		IV		MP	MQ	MR		
				Matériel de bureau et mobilier informatique		IW		MS	MT	MU		
				Emballages récupérables et divers *		IX		MV	MW	MX		
				Immobilisations corporelles en cours				MY		NZ		
		Avances et acomptes				NC		NE	NF			
		TOTAL III				IY		NH	NI			
FINANCIERES		Participations évaluées par mise en équivalence				IZ		OU	OW			
		Autres participations				IO		OX	OY	OZ		
		Autres titres immobilisés				II		2B	2C	2D		
		Prêts et autres immobilisations financières				I2		2E	2F	2G		
		TOTAL IV				I3		NJ	NK	2H		
		TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				I4		OK	OL	OM		

⑥

## AMORTISSEMENTS

DGFIP N° 2055 2015

Formulaire obligatoire (article 55 A  
du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise **LPBO**Néant ☐

## CADRE A

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES  
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) \*

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations + dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement		CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles		PE	432	PF		PG		PH	432
TOTAL I									
TOTAL II									
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM	19 805	PN	3 437	PO		PQ	23 243
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements et aménagement des constructions	PV	12 721	PW	2 208	PX		PY	14 929
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	6 037	QA	2 853	QB		QC	8 890
Autres immobilisations	Inst. générales, agencements, aménagement divers	QD	2 058	QE	423	QF		QG	2 481
	Matériel de transport	QH	55 838	QI	7 524	QJ	2 056	QK	61 306
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	11 801	QM	1 103	QN		QO	12 904
TOTAL III		QU	108 260	QV	17 549	QW	2 056	QX	123 753
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	108 692	ØP	17 549	ØQ	2 056	ØR	124 185

## CADRE B

## VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice
	Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais établissements TOTAL I	M9	N1	N2	N3	N4	N5	N6
Autres immob. incorporelles TOTAL II	N7	N8	N6	P7	P8	P9	Q1
Terrains	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8
Constructions	Sur sol propre	R1	R2	R3	R4	R5	R6
	Sur sol d'autrui	R7	R8	R9	S1	S2	S4
	Inst. gales, agenc. et am. des const.	S5	S6	S7	S8	S9	T1
Inst. techniques mat. et outillage	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc. am. divers	U1	U2	U3	U4	U5	U6
	Matériel de transport	U8	U9	V1	V2	V3	V4
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6	V7	V8	V9	W1	W2
	Emballages récup. et divers	W4	W5	W6	W7	W8	W9
TOTAL III	X2	X3	X4	X5	X6	X7	X8
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL IV	NL			NM			NO
Total général (I + II + III + IV)	NP	NQ	NR	NS	NT	NU	NV
Total général non venté (NP + NQ + NR)	NW			Total général non venté (NS + NT + NU)	NY		Total général non venté (NW - NY)
						NZ	

## CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE  
AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES  
SUR PLUSIEURS EXERCICES \*Montant net au début  
de l'exercice

Augmentations

Dotations de l'exercice  
aux amortissementsMontant net à la  
fin de l'exercice

Frais d'émission d'emprunt à étaler

Z9

Z8

Primes de remboursement des obligations

SP

SR

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ À L'ADMINISTRATION

Désignation de l'entreprise **LPBO**Néant ☐ \*

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
		1	2	3	4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers	3T	TA	TB	TC
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A II)	3U	TD	TE	TF
	Provisions pour hausse des prix (I) *	3V	TG	TH	TI
	Amortissements dérogatoires	3X	TM	TN	TO
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3	D4	D5	D6
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 *	IA	IB	IC	ID
	Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 *	IE	IF	IG	IH
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ	IK	IL	IM
	Autres provisions réglementées (I)	3Y	TP	TQ	TR
	<b>TOTAL I</b>	3Z	TS	TT	TU
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	4B	4C	4D
	Provisions pour garanties données aux clients	4E	4F	4G	4H
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J	4K	4L	4M
	Provisions pour amendes et pénalités	4N	4P	4R	4S
	Provisions pour pertes de change	4T	4U	4V	4W
	Provisions pour pensions et obliga- tions similaires	4X	4Y	4Z	5A
	Provisions pour impôts (I)	5B	5C	5D	5E
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F	5H	5J	5K
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	5L	5M	5N	5P
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R	5S	5T	5U
Provisions pour dépréciation	Autres provisions pour risques et charges (I)	5V	5W	5X	5Y
	<b>TOTAL II</b>	5Z	TV	TW	TX
	sur immobilisations - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisa- tions financières (I) *	6A	6B	6C	6D
		6E	6F	6G	6H
		02	03	04	05
		9U	9V	9W	9X
		06	07	08	09
	Sur stocks et en cours	6N	6P	6R	6S
	Sur comptes clients	6T	6U	6V	6W
	Autres provisions pour dépréciation (I) *	6X	6Y	6Z	7A
	<b>TOTAL III</b>	7B	TY	TZ	UA
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	7C	UB	UC	UD
Dont dotations et reprises	- d'exploitation	UE	3613	UF	10269
	- financières	UG		UH	647
	- exceptionnelles	UJ		UK	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5° du C.G.I.

10

(I) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

# ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE

## DE L'EXERCICE 2024



DGI N° 2057-SD 2017

Dénomination de l'entreprise : LPBO										N° d'ent		
<b>CADRE A</b>		<b>ÉTAT DES CRÉANCES</b>			Montant brut 1		À 1 an au plus 2		À plus d'un an 3			
IMMOBILISATIONS	Créances rattachées à des participations			UT		U		U				
	Prêts (1) (2)			UP		M		N				
	Autres immobilisations financières			UT		R		U				
	Clients douteux ou litigieux			VA	4421							
	Autres créances clients			UX	47213							
	prêts ou remis en garantie * (antérieurement constituée * UO)			ZI								
	Personnel et comptes rattachés			UY	222							
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			UZ	328							
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			VM							
		Taxe sur la valeur ajoutée			VB							
Autres impôts, taxes et versements assimilés			VN									
Divers			VP	31568								
Groupe et associés (2)			VC									
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)			VR	16029								
Charges constatées d'avance			VS	5769								
TOTAL			VT	105549			V					
REVENUS	Prêts accordés en cours d'exercice			VD								
	Montant des Remboursements obtenus en cours d'exercice			VE								
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			VF								
<b>CADRE B</b>		<b>ÉTAT DES DETTES</b>			Montant brut 1		À 1 an au plus 2		À plus d'1 an et 5 ans au plus 3		À plus de 5 ans 4	
Emprunts obligataires convertibles (1)			7Y									
Autres emprunts obligataires (1)			7Z									
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)			8G									
à l'an maximum à l'origine			8H									
à plus d'1 an à l'origine			8I	92396	14018	52883	25495					
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			8A									
Fournisseurs et comptes rattachés			8B	25923								
Personnel et comptes rattachés			8C	59475								
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			8D	27707								
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices			8E								
	Taxe sur la valeur ajoutée			8F								
	Obligations cautionnées			8G								
	Autres impôts, taxes et assimilés			8H	451							
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			8J									
Groupe et associés (2)			8K									
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)			8L									
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie *			8M									
Produits constatés d'avance			8N									
TOTAL			8O	205953	14018	52883	25495					
REVENUS	Emprunts souscrits en cours d'exercice			8P								
	Emprunts remboursés en cours d'exercice			8Q	-78378							

\* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032